Susanna MAGRI, Sylvie TISSOT, dirs, *Explorer la ville contemporaine par les transferts*

Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. Sociologie urbaine, 2017,
222 pages

Christian Gerini

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13033>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.13033

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 385-387

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Christian Gerini, « Susanna MAGRI, Sylvie TISSOT, dirs, *Explorer la ville contemporaine par les transferts* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13033> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.13033>

À l'instar de ce dernier, le temps contrôlé induit une « communication paradoxale, [et une] transformation de l'humain en ressource » (p. 235) : cela a pour effet de modifier les représentations du monde du travail et de la manière de vivre ses relations.

L'individu comme les organisations vivent le temps comme une évolution spatio-temporelle, comme une contrainte ou encore comme une marque de l'appartenance à un groupe. Si le temps permet de se définir, il peut aussi devenir source de stress lorsqu'il est subi. La question est de savoir jusqu'à quel point le temps permet de concilier attentes professionnelles, réalités du milieu et bien-être au travail. Est ainsi dépeinte une réalité duale du temps qui devient une ressource organisée autant qu'elle organise l'environnement.

Laurène Beccucci

Mica, université Bordeaux Montaigne, F-33600
laurene.beccucci@gmail.com

Luc Bonneville

Département de communication, université d'Ottawa,
CA-ON K1N 6N5
luc.bonneville@uottawa.ca

Susanna MAGRI, Sylvie TISSOT, dirs, *Explorer la ville contemporaine par les transferts*

Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. Sociologie urbaine, 2017, 222 pages

Cet ouvrage collectif est issu des travaux d'un séminaire interdisciplinaire dirigé par Susanna Magri et Sylvie Tissot, mais aussi par Fabrice Ripoll de 2011 à 2014. Le titre est explicite et sera néanmoins précisé au fur et à mesure de notre analyse. Quelle « ville contemporaine », qu'entend-on par « transferts » ? Les qualifications des auteurs, relevant essentiellement de la sociologie même si l'on y voit aussi un peu d'anthropologie et de science politique, devraient nous renseigner en elles-mêmes sur la première question. Toutefois, leurs appartenances institutionnelles et les espaces étudiés comme les transferts qu'ils y considèrent font à la fois la force – au cas par cas – et la faiblesse – sur la cohésion de l'ensemble – de l'ouvrage sur les deux questions précédentes.

La longue introduction (pp. 5-28) des deux directrices de l'ouvrage a ceci de particulier qu'elle permet finalement, après avoir posé les définitions et les principes méthodologiques généraux puis de chacun des auteurs, de naviguer parmi les huit chapitres, même si ceux-ci ont été regroupés à nombre égal sous deux grands chapeaux, « Catégories et dispositifs

de l'action » (pp. 29-112) et « Formes urbaines et pratiques quotidiennes » (pp. 113-211) : il suffit de lire chacun en ayant conscience de la catégorie dans laquelle il est placé. L'ouvrage se conclut sur une ouverture vers un programme de recherche de cinq pages (pp. 213-217) : Susanna Magri et Sylvie Tissot posent cette publication comme un jalon et s'attendent avec modestie à des critiques sur des points qu'elles soulignent elles-mêmes.

Sur la première question – explorer la ville –, il faudrait ici consacrer à chaque chapitre de l'ouvrage une partie spécifique de la présente note de lecture. Chacun d'eux mériterait une recension, car il traite un cas très différent des autres – ce qui est ici une des faiblesses de l'ensemble. L'ouvrage est donc intéressant au cas par cas, souvent d'ailleurs autant sur le plan historique que sur celui sociologique revendiqué par ses rédactrices, même si elles qualifient de « transdisciplinaire » (p. 5) le travail préparatoire ayant conduit à cette publication. En effet, comment placer sous un même titre et dans une même perspective – et en induire des constats et conclusions, ne serait-ce que provisoires, sur les « transferts » dans la ville contemporaine – le « projet de développements intégrés des quartiers » de Hambourg (Clément Barbier, pp. 31-52), les « *torres country* » de Buenos Aires (Eleonora Elgueabal, pp. 73-92), la lutte contre la pauvreté urbaine au Maroc (Éric Cheynis, pp. 53-72), ou un seul espace qui n'est ni une ville ni un quartier, mais simplement la Maison Radieuse de Le Corbusier à Rezé (Sabrina Bresson, pp. 115-138), pour finir avec les migrations transnationales euro-méditerranéennes et des consommations urbaines (Alain Tarrus, pp. 193-211) ?

Cela renvoie à ce que nous écrivions en introduction : chaque chapitre est en lui-même intéressant et fort bien documenté – avec de conséquentes bibliographies – et donne des indications et des perspectives pour des politiques urbaines à venir dans le ou les lieu(x) qu'il considère, ou pour l'étude sociologique d'un lieu, quartier ou ville, mais l'ensemble ne forme pas un tout cohérent qui pourrait guider de telles politiques, aussi bien ici qu'ailleurs. Et les problématiques étudiées sont tellement différentes qu'il est très difficile de les relier, même si elles sont en soi très finement détaillées. À titre d'exemple, le chapitre de Jennifer Bidet (« Habiter "à la française" ou "à l'algérienne" », pp. 137-166) sur l'aménagement et l'appropriation des maisons construites en Algérie par des migrants et leurs enfants est passionnant mais essentiellement sur le lien passé-présent d'une ancienne colonie française : il ouvre donc une porte vers d'autres recherches de même type dans d'autres

anciennes colonies, pour voir par exemple comment cette appropriation s'est faite ailleurs, quels sont les points communs, les différences, et que ce qu'on pourrait en induire pour des développements urbains des villes et pays concernés. Mais il s'inscrit finalement davantage dans le registre de l'histoire, de ce qu'elle produit et dans un type de transferts très spécifique à ces lieux et leur passé que dans une perspective générale pour les villes d'aujourd'hui et ce qu'elles deviendront du fait des transferts.

Nous avons cité plusieurs fois ce mot « transferts » qui fait partie du titre de l'ouvrage et qui devrait donc en être le fil conducteur, d'où la deuxième question que nous posons en préambule. Or, là aussi, une faiblesse apparaît. Dans l'introduction, les directrices de la publication résument en deux lignes ce qui est ici entendu sous ce terme : « Par "transferts", nous désignons la circulation de personnes, de mots et de choses, saisie à travers ses motivations, ses modalités, ses implications » (p. 5). Définition à la fois très vague et au champ très large, qu'elles précisent évidemment et heureusement dans la foulée : « D'un côté ce sont les migrants, dont les mouvements suivent les logiques de l'échange de marchandises, de l'amélioration de leur sort ou de la simple survie, et sont traditionnellement appréhendés par les études sur les migrations. De l'autre, ce sont des administrateurs, des universitaires, des experts, qui réalisent des déplacements virtuels ou réels dont la carte sans frontières est dessinée par les réseaux de spécialistes. Or, dans tous les cas, avec ces personnes ou par leur entremise, circulent aussi des mots, des catégories d'action, des manières de faire, de voir et d'être. Se diffusant dans les pratiques des citadins, tout cela finit par avoir une incidence sur la ville, en changer le paysage, en transformer lentement l'usage, s'incarner dans des discours ou des modèles d'intervention » (*ibid.*).

Dans les chapitres successifs, les transferts sont regardés selon l'une ou l'autre des approches ici énoncées, mais rarement selon toutes les dimensions qui pourraient interagir d'un point de vue systémique. Ainsi par exemple, dans deux registres très différents, peut-on voir à l'œuvre d'un côté à la fois les politiques et spécialistes dans le chapitre sur Hambourg et le programme de *soziale Stadtteilentwicklung* à savoir le développement social des quartiers (p. 32), avec une dimension transnationale car le programme s'inspire de politiques de développement menées en France, en Grande-Bretagne et en Finlande ; de l'autre essentiellement des manières de faire d'une population migrante – donc dans le registre des transferts culturels – dans le chapitre de Marcia Ardila Sierra (pp. 167-192) sur la culture culinaire des migrants colombiens installés

peu à peu à Paris dans le commerce, la restauration, et donc sur l'échange transculturel entre ces migrants et les autochtones. Ces deux exemples, certes classés chacun sous le « chapeau » qui lui convient, donnent à voir la complexité à appréhender l'ouvrage comme un tout pouvant éclairer sur la thématique des transferts dans l'évolution des villes, de certains quartiers, comme dans les échanges et donc changements culturels voire sociaux qui en découlent – sans parler des rejets et conflits qu'ils peuvent générer, ce qui n'est pas évoqué dans l'ouvrage.

En outre, dans la définition citée plus haut, on peut se demander qui sont ces « experts et réseaux de spécialistes ». Le chapitre d'Eleonora Elguezal sur les « *torres country* » à Buenos Aires (pp. 73-91) est à ce sujet intéressant. Ces « copropriétés fermées » de la ville sont considérées comme des enclaves de richesse, construites par les promoteurs depuis les années 1980, et dont les « frontières physiques viendraient matérialiser dans l'espace les nouvelles frontières sociales issues du processus de polarisation économique », pour reprendre l'auteure (p. 73). Or, cette dernière fait apparaître une chronologie en matière d'intervention et de lecture du phénomène par, justement, les experts et spécialistes. C'est dans les revues professionnelles d'architecture qu'est apparue l'expression « *torres country* », et c'est un architecte, en même temps professeur à la faculté d'architecture, de design et d'urbanisme de la ville, qui fut l'un des principaux promoteurs et acteurs pour les gouvernements successifs depuis les années 1980 de la « planification urbaine stratégique » connue sous l'appellation de *Real Estate* ou *desarrollo inmobiliario*. On voit donc dans ce cas que les experts et spécialistes sont en même temps les acteurs sur le terrain et que ce type de transfert mêle intérêts privés et politiques urbaines.

Mais les acteurs impliqués peuvent être aussi les citoyens concernés eux-mêmes, en tant qu'individus ou par le biais d'associations locales, bien que leur participation soit parfois une récupération et qu'ils soient plus ou moins téléguidés – voir l'exemple de la lutte contre la pauvreté au Maroc détaillé par Éric Cheynis (pp. 51-72) –, ou qu'elle évolue vers leur politisation, par exemple dans le cas du grand ensemble de Marzahn à Berlin Est après la réunification, étudié par Cécile Cuny (pp. 93-112).

On peut donc terminer cette note sur un constat qui va dans le même sens que celui des deux directrices en conclusion de l'ouvrage. La variété des cas exposés, des transferts étudiés, ou des approches selon l'origine et le travail antérieur des auteurs, ne fait pas voir une cohésion et des perspectives concrètes pour des

politiques urbaines à venir. Toutefois, cette publication est intéressante à lire au cas par cas et ouvre de vraies perspectives de recherche. En outre, la question se pose souvent de l'aspect épistémologique et méthodologique des résultats exposés. On devine plus qu'on ne lit, ici une démarche empirique et constructiviste sur le terrain avec les acteurs, là une lecture plus théorique s'appuyant sur les publications existantes sur le sujet étudié, ailleurs – mais de façon trop implicite – une approche du sujet en tant que système et une étude de la complexité via les interactions entre ses acteurs locaux, étatiques, publics, privés, internationaux, transnationaux... donc en tant que transferts.

Christian Gerini

UMR, université de Toulon, F-83130
gerini@univ-tln.fr

Arnaud MERCIER, dir., *La Communication politique*

Nouvelle éd. revue et augm., Paris, CNRS Éd., coll. Les Essentiels d'Hermès, 2017, 274 pages

La Communication politique, qui est une réédition de plusieurs articles actualisés, présente un intérêt incontestable. Il se positionne au cœur de la problématique qui hante la démocratie contemporaine, à savoir la confusion entre communication et manipulation. Comment et où situer la communication politique dans la démocratie contemporaine où l'éloge du marketing politique laisse paraître quelques perversions dans le jeu politique ? C'est en substance la problématique à laquelle tentent de répondre les auteurs de cet ouvrage. Les quatorze contributions s'attellent à donner les éléments distinctifs de la communication politique, non sans indexer quelques dérives du marketing politique, comme pour plaider non coupable en faveur de la première. Il est donc question de remonter à l'origine de la communication politique afin d'en saisir les métamorphoses opérées en trente ans de pratique (p. 10). Dans la note de présentation générale, « La communication politique entre nécessité, instrumentalisation et crises » (pp. 15-41), Arnaud Mercier, dans sa posture de coordonnateur, revient sur cet environnement relativement poreux dans lequel évolue la communication politique. L'importance de la communication politique ne saurait être remise en cause malgré les dérapages politiques favorisés en partie par la prépondérance des nouveaux médias (internet) dans le champ politique contemporain (p. 15).

Pour légitimer sa thèse, Arnaud Mercier identifie trois grandes fonctions de la communication politique. Sur le plan anthropologique, elle est une « mise en scène des détenteurs du pouvoir » (*ibid.*). Au niveau gouvernemental,

la communication politique se positionne en instrument de propagande, de contrôle et de mobilisation « des gouvernés ». Enfin, au niveau axiologique et électoral, la communication assure respectivement la mission de « persuasion » et de la transparence, référence faite à la morale, au sens d'Emmanuel Kant (pp. 15-16).

Toujours dans une vision de défense de la communication politique, perçue comme la cause de la perte de quintessence de la politique, Dominique Wolton propose trois contributions. « La communication politique : construction d'un modèle » (pp. 45-61), sa première réflexion, assimile l'irruption de la communication dans le champ politique à celle de l'information et des médias de masse dans l'opinion publique (p. 46). Ainsi les échanges dans le champ politique, autrefois manifestés par l'affrontement physique, passent-ils dans la démocratie contemporaine à un affrontement sur un mode communicationnel (p. 47). Dès lors, la communication s'érige en « moteur de l'espace public » (p. 56), indispensable dans la démocratie moderne. On perçoit dans cette contribution plusieurs rôles et fonctions de la communication dans le champ politique. Notamment celui d'ouverture et de fermeture de thèmes de débat politique (pp. 56-57). La communication politique assure donc la régulation de la confrontation entre médias, politique et opinion publique. Son importance dans cette confrontation tripartite lui impose d'endosser la responsabilité des dérives politiques.

La deuxième contribution de Dominique Wolton à cet ouvrage, intitulée « Les dix contradictions de la communication politique » (pp. 63-77), aborde justement les éléments qui créent l'ambiguïté de la communication politique. De l'analyse de l'omniprésence de la communication dans la politique ces trente dernières années, l'auteur ressort dix obstacles à une communication politique en phase avec les réalités sociopolitiques de notre monde. À titre indicatif, on pourrait citer la quasi-disparition de la société civile au profit de l'opinion publique, plébiscitée par les enquêtes de sondages d'opinion (pp. 63-65), et l'hégémonie de l'espace public sur l'espace politique qui aboutit par la même occasion à la confusion entre vie privée et vie publique rendue tangible par les nouveaux médias (p. 65). L'auteur souligne également la disparition de la fonction de « responsabilité sociale des élites, favorisée par l'égalitarisme » (p. 67).

La troisième et dernière contribution de Dominique Wolton, « Les nouvelles contradictions de la communication politique » (pp. 79-104), s'apparente à une sorte de révision que l'auteur fait des nouveaux